

CIBLE

Le renard

La doctrine du libéralisme économique, si prisée ces temps-ci, décrit un projet assurément sympathique : l'entrepreneur libre sur un marché libre, la concurrence ouverte et dynamique réglée par des lois naturelles qui rendent inutile l'intervention étatique.

En étendant à nouveau son empire au mépris de la loi, Robert Hersant aura au moins rendu le service de rappeler la dure réalité du libéralisme, idyllique en théorie, impitoyable dans sa pratique. A Lyon comme ailleurs, dans la presse comme dans d'autres secteurs, nous voyons clairement que la logique de l'économie libérale est celle de la puissance illimitée des plus riches et des moins scrupuleux.

Le libéralisme tue la liberté - celle des entreprises comme celle des hommes qui y travaillent, simples marchandises. Sa logique, on le disait déjà il y a un siècle, est celle du renard libre dans le poulailler libre. La force prime le droit, la volonté de puissance tend au contrôle du marché, le pouvoir de l'argent détruit la concurrence.

Moralité : il faut un Etat pour créer un droit protecteur des libertés et le garantir. Encore faut-il qu'il ne soit pas dominé par les groupes privés qu'il doit maintenir dans de justes limites.

INSTITUTIONS

Le dangereux dérapage de Laurent Fabius



Consternant
**La France à
l'heure de Mickey**
(page 3)

Déchirant
**La lutte des
"mères d'Alger"**
(page 4)

Foire d'empoigne L'Europe à douze

Un fait est certain : l'objectif essentiel de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la CEE était politique. Il fallait tout faire pour que, de retour dans le concert des démocraties, ces deux pays y demeurent. Sur ce terrain, même les adversaires les plus irréductibles de l'adhésion ne pouvaient lutter. Mais le fond de la querelle était essentiellement économique.

QUELS DANGERS POUR LA FRANCE ?

Pour notre pays, il existe deux sujets d'inquiétude. Le premier concerne le secteur agricole. Pour éviter que les produits espagnols ne déstabilisent nos propres productions, une période transitoire a été prévue qui permettra aux prix espagnols de se rapprocher de ceux des autres pays. Le second sujet d'inquiétude est la pêche, puisque la flotte ibérique représente à elle seule plus de 60% des capacités de la CEE. Or, les eaux espagnoles sont presque dépeuplées et les chalutiers envahissent le golfe de Gascogne. Madrid s'est engagée à diminuer le nombre de ses bateaux. Reste à savoir si, pour la pêche comme pour l'agriculture, les engagements seront tenus. L'Espagne pourrait être tentée de pratiquer une politique « à l'anglaise » : je prends les avantages et je discute les inconvénients.

Cependant, même en matière agricole, la France peut pousser ses pions dans 3 secteurs : ceux des céréales et

Le 1er janvier 1986, ce qu'il est convenu d'appeler « l'Europe » - en fait son appendice occidental - s'agrandissait de la péninsule ibérique. Que doit craindre la France; que doit-elle espérer ? Quelle influence cet élargissement exercera-t-il sur la Communauté ?



La flotte de pêche bretonne menacée ?

de la viande bovine, l'Espagne se fournissant auprès des Etats-Unis et de l'Argentine, et celui des produits laitiers où, cependant, la concurrence de la Hollande et du Danemark sera rude. Dans le secteur industriel, nous nous retrouverons, là encore, en rivalité avec nos « partenaires ». La partie n'est donc pas gagnée d'avance et nos industriels devront saisir les chances qui s'offrent maintenant à eux. Car l'Espagne était un pays protectionniste (notons au passage que ce « péché » ne l'a pas empêchée de développer son économie). Les droits de douanes étaient trois fois plus élevés que chez les Dix et, par un système de contingentement, l'Espagne interdisait pratiquement l'accès à son marché intérieur. A partir de 1986, les droits de douane vont diminuer de 50% en 3 ans, pour rejoindre ensuite progressivement le tarif douanier commun.

Cependant, à douze ou à dix, les problèmes demeurent. Les effets négatifs de la politique agricole commune semblent maintenant l'emporter. On ne pourra indéfiniment maintenir certains revenus agricoles au prix de surproductions qui frôlent l'absurde. La CEE doit impérativement trouver des débouchés à l'extérieur. Mais deux attitudes s'opposent : celle qui considère que la CEE doit défendre

ses intérêts coûte que coûte en tant qu'entité, notamment face aux Etats-Unis; et celle qui prône le « libre-échange » et se soumet à la règle que les Américains veulent imposer au sein du GATT. Le même clivage s'opère en matière industrielle entre les « libéraux » pour lesquels l'action de la CEE doit se limiter à supprimer toute entrave aux échanges et les « volontaristes » qui voudraient encourager une coopération, souple ou intégrée, entre les Etats membres. Cette coopération pourrait notamment concerner la recherche et les industries de pointe, domaines dans lesquels la concurrence n'est pas encore irréversible et qui déterminent l'avenir.

LES PROBLEMES DEMEURENT

Il n'y a donc pas de front uni des pays européens et l'élargissement, dans la meilleure des hypothèses, ne contribuera pas à supprimer les divergences. En outre, plus l'Europe s'élargit, plus se creuse le fossé entre pays riches (la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et, dans une certaine mesure l'Italie, voire l'Espagne) et pays pauvres (l'Irlande, la Grèce et, maintenant, le Portugal). Ces derniers, peu développés, ont de plus une administration déficiente, quand elle n'est pas inexistante.

C'est dire que, loin d'atténuer les tensions qui se manifestaient dans la Communauté, l'entrée de l'Espagne et du Portugal risque de les accroître.

Alain SOLARI

royaliste

SOMMAIRE : p.2 L'Europe à 12 - p.3 la France à l'heure de Mickey - p.4 Des mères contre l'Ouma - p.5 la nostalgie andalouse - p.6-7 Entretien avec G.H. de Radkowski - p.8 l'état des droits - La place de l'étoile - p.9 : la pensée 68 - p. 10 Petit Louis dit XIV - p.12 Non au quinquennat.

RÉDACTION - ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Tel. : (1)42.97.42.57
Directeur de la pub. : Yvan AUMONT
Comm.parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (55 F), 6 mois (105 F), un an (180 F), de soutien (300 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Keultcheure

La France à l'heure de Mickey

De droite à gauche, tout le monde est content : Laurent Fabius, Edith Cresson, Michel Giraud, président de la région Ile-de-France et les enfants petits et grands. Il n'y a que nos concurrents espagnols qui «regrettent» le choix américain tout en reconnaissant que le gouvernement français avait présenté «des stimulants alléchants et bien organisés». Encore une fois, un accord trans-atlantique a prévalu dans une affaire où les pays européens étaient rivaux. Mais qu'importe pourvu qu'on ait les sous et les emplois. De ce point de vue, c'est une grande victoire française. Pensez donc : 15 milliards de francs d'investissement pour la première phase du programme, 25.000 emplois en perspective, 6 milliards de francs de bénéfices en termes de balance des paiements, sans oublier l'effet publicitaire que la création de Disney-ville représente auprès des hommes d'affaires américains. Qui songerait à faire la fine bouche ? Il faudrait proposer aussi bien, ou mieux, pour ne pas être accusé de nationalisme frileux, anti-économique et anti-social à la fois.

Reste, c'est le cas de le dire, la question culturelle. Mais, en écrivant ces deux mots, on a l'impression de commettre un impair. Aujourd'hui il n'y a plus que la Nouvelle Droite qui s'acharne contre le Coca-Cola, achevant de rendre suspects ou ridicules les défenseurs de la culture classique. D'ailleurs, la construction de Disney-ville n'empêchera personne de lire Baudelaire ou d'apprécier les intellectuels américains qui, eux, refusent de visiter le monde de Walt Disney. Quant au peuple français, il a largement plébiscité la petite souris américaine : 7 millions et demi de personnes regardent l'émission «Disney Channel» sur FR3 chaque samedi soir. On ne va tout de même pas empêcher les gens de s'amuser !

Puisqu'on ne peut rien faire, il faut se contenter de dire ce que cela signifie, d'attirer l'attention sur ce qui est en train de mourir en France et en Europe. Comme le montre Jacques Julliard (1), le souriceau et ses compères font mordre la poussière aux animaux de La Fontaine et aux personnages de notre mythologie. En d'autres termes, la création de Disney-ville est

Miracle à Marne-la-Vallée : une souris va accoucher d'une ville.
My culture is not rich.



«un symbole : celui d'une capitulation, ou pis, d'une impuissance. Ce qui éclate en cette affaire, c'est non seulement le retard des Français en matière d'industrie culturelle, c'est, plus grave, leur incapacité à sécréter désormais leur propre imaginaire».

HYPERREALISME

Si, du moins, ce nouvel imaginaire était plus riche, plus beau, et nous faisait participer d'une autre manière à l'universel ? Tel n'est pas le cas. Les productions de Walt Disney ne sont ni innocentes, ni enrichissantes mais expriment une «utopie dégénérée» selon l'expression de Louis Marin, qui est symptomatique de l'idéologie de la consommation et de l'angoisse américaines. Dans un remarquable recueil d'essais (2), Umberto Eco a décrit cette angoisse et cette idéologie qui s'expriment notamment dans les Dis-

ney-villes de Floride et de Californie.

L'angoisse de l'Amérique vient du fait qu'elle n'a pas de passé. D'où la

frénésie d'imitation et de reproduction qui rend la copie (des musées présentent Léonard peignant la Joconde, ou la Vénus de Milo reconstituée en totalité...) plus désirable que le modèle, et le faux plus attirant que le vrai. Dans cet hyperréalisme, les villes de Disney occupent une place de choix. Là-bas, il est clair que tout est faux dans les spectacles historiques et «naturels». Mais, là encore, l'imitation est si parfaite qu'elle devient préférable à la réalité : les automates font mieux leur travail que des hommes, les crocodiles «sauvages» de Disney sont plus faciles à observer que ceux du Mississippi.

Bien sûr, on paie pour voir ces spectacles et pour acheter les reproductions authentiques de personnages illusoires. Comme le dit Umberto Eco, «ce qui est falsifié c'est notre envie d'acheter, que nous prenons pour vraie, et en ce sens Disneyland est véritablement la quintessence de l'idéologie de la consommation». Après tant de discours sur l'impérialisme et sur la société marchande, voici ce que la gauche a accepté. Ceux qui, comme nous, se sont rangés du côté de Jack Lang en 1981 ne pourront s'empêcher d'être consternés et amers.

B. LA RICHARDAIS

(1) «Le Nouvel Observateur», 3 jan. 1986.
(2) Umberto Eco, «La guerre du faux», Ed. Grasset. Prix franco : 97 F.

demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et les brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom

Prénom

Année de naissance

Profession ou études

Adresse

désire recevoir **sans engagement de ma part** une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à :
«Royaliste», 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS.

Familles

Des mères contre l'OUMA

Déchirement symbolique à tous égards, le drame des «mères d'Alger» a déroulé sous nos yeux un scénario dont il serait prématuré de dénombrer tous les impacts : du juridique au politique, et du diplomatique au religieux, le fragile édifice de nos rapports avec l'Algérie pouvait en être ébranlé.

permission de sortir du domicile de la famille...

Les associations de mères formées dès 1982 furent vite amenées à situer leur combat non seulement sur le

l'Homme à Genève, et la question posée en séance de l'ONU, d'où enfin l'occupation de l'Ambassade à Alger où, du 17 juin au 23 novembre 1985, le sort de ces cinq femmes déterminées tint en haleine l'opinion française et impressionna profondément les Algériens. La négociation était pour de bon engagée.

Notre regard sur cet indispensable partenaire méditerranéen, pays socialiste encore captif des totalitarismes post-révolutionnaires, mais aussi nation de culture et coutume musulmane intimement marquée de notre présence séculaire, tout est sollicité de se réajuster pour cette seule raison que cinq femmes, hôtes indésirés de l'Ambassade de France à Alger, ont pendant cinq mois clamé leur exigeant amour de mères, et qu'elles ont été pour la première fois, sinon satisfaites, du moins de part et d'autres entendues.

Pour épouser ces hommes venues d'Algérie, il est vrai qu'elles avaient dû braver le consensus familial et social; il est également vrai qu'elles ignoraient la plupart la langue de leurs époux et la nature des liens qui les unissaient foncièrement à leur patrie. Si bien que celles d'entre elles dont le foyer, quelques années plus tard, avait volé en éclats, crurent pouvoir se reposer sur le jugement des tribunaux quand, selon la coutume française, ils leur attribuaient la garde des enfants en ménageant aux pères un droit réglementé de visite, et d'hébergement.

IMPUISSANCE DU DROIT

Ce que ni elles, ni d'ailleurs les magistrats, ne pouvaient en vérité concevoir, c'est la détermination avec laquelle plusieurs milliers de ces hommes, négligeant les jugements rendus et notwithstanding les risques encourus (déchéance paternelle, prison, mandat d'amener...) mirent à profit les vacances pour conduire en Algérie leurs enfants et les y laisser auprès de leur mère, grand-mère, sœur ou tante, qui constituaient à leurs yeux la vraie famille de leurs petits.

A partir de là, toute reconquête juridique des droits de ces mères était



vouée à l'échec. Elles en firent douloureusement l'expérience en voyant s'enliser dans le sable algérien les procédures d'exequatur que le conflit de droits entre les deux pays obérait par principe. Restait le recours à une violence contraire : l'enlèvement, et le franchissement clandestin de la frontière marocaine, sûr moyen d'attiser la haine et d'attirer des représailles en retour. A l'inverse, se plier aux règles algériennes en se saignant aux quatre veines pour aller voir l'enfant quelques heures, sur place, sans même la

plan juridique, en poussant la justice algérienne dans ses retranchements, afin qu'apparaisse le droit, même non-écrit, sur quoi elle se fondait, mais aussi et surtout à faire émerger les affaires à la surface politique de l'actualité. D'où les manifestations lors de la visite du président Chadli, en novembre 1983, d'où l'opération «Un bateau pour Alger», qui fut annulée au dernier moment en raison des promesses gouvernementales, d'où l'intervention auprès du Président de la Commission des Droits de

RETABLIR UN DIALOGUE

Il restait aux médiateurs désignés par les gouvernements, Mes Boucher et Belloula, à faire élaborer une convention qui rétablisse, à défaut d'identité de vues, des ponts juridiques praticables. La Charte de la Famille promulguée récemment en Algérie ne facilite certes pas les rapprochements quand elle affirme que l'enfant, avant d'appartenir à sa mère (Ouma) charnelle, appartient à la grande communauté (OUMA) familiale et religieuse musulmane. Et cependant, notre droit traditionnel dérive d'un principe analogue quand il subordonne l'exercice des droits parentaux à des conditions éthiques qui procèdent d'une certaine vision de l'homme en société (largement forgée par le christianisme) et qui sourd en quelque sorte de notre conscience commune. Il n'y a donc pas d'opposition irréductible si l'on situe le dialogue sur ce plan qui est de la fonction maternelle, ou maternelle, de toute société. Par contre, il est à craindre que le thème individualiste des «Droits de l'Enfant», dont Me Bouchet voudrait faire admettre la primauté, n'éveille qu'incompréhension dans l'esprit des musulmans. On devine cependant combien la question peut être stimulante et, quoi qu'on en dise, fécondante pour notre propre réflexion - à condition d'entrer dans le long temps des légistes, ce qui est d'une bien maigre

Yves La Marck

MONARCHIE ET POLITIQUE ETRANGERE

avec une préface de Régis Debray et une postface de Paul-Marie Couteaux

un livre de 120 pages - Prix franco : 95 F

Maroc

La nostalgie andalouse

utilité à ces femmes qui n'ont qu'un désir au cœur : retrouver leurs petits.

Là où toutes les issues semblaient closes, il fallait un trait de génie pour poser l'acte qui ouvre et libère. La cinquième de ces femmes, Hélène Montétagaud (1) proposa simplement ceci : qu'on leur confie leurs enfants pour ces vacances de Noël. Sans jugement ni convention officielle. Qu'on leur confie seulement les petits. Elles les rendraient. Malgré la loi française qui les autoriserait à les garder, qui même les y oblige puisqu'elles en ont la garde, et malgré leur désir, et le désespoir qu'elles auraient à reconduire à l'avion cette chair de leur chair. Elles les rendraient. Personne n'étant garant juridique d'une telle promesse, certains juristes la réprouvant même dans son principe, il n'y aurait aucune garantie en dehors de leur engagement personnel. Sur l'honneur.

UN MINIMUM DE CONFIANCE

Ce langage a frappé juste. Les enfants confiés à Georgina Dufoix, qui avait su coupler cet acte humanitaire et le voyage officiel qu'elle faisait à Alger, ont été ramenés par elle le 2 janvier. Et par cette trêve, encouragée par les autorités chrétiennes et musulmanes, la Ligue des Droits de l'Homme, la LICRA, le MRAP, SOS-Racisme, et la majorité des syndicats et des partis les plus contraires, une confiance minimale a été restaurée qui servira de base et de rappel aux dures négociations qui s'annoncent.

Car cette semaine de grâce à son prix. Seule des cinq mères, Hélène n'a pu accueillir sa Myriam dont le père refusait obstinément de la céder. Elle s'est rendue à Skikda-Philippeville pour l'apercevoir, sous garde. Mais par le geste qu'elle a voulu et la question vivante qu'elle pose à la conscience musulmane et française, Hélène a rendu au conflit juridique et politique la seule chance possible d'être humainement livré et, s'il plaît à Dieu, dominé.

Luc de GOUSTINE

(1) Notre compatriote limousine que nous avons tenté d'appuyer au long de ce combat.

Depuis longtemps déjà le roi Hassan II mène la diplomatie marocaine d'une manière brillante et habile. Mais l'actualité immédiate en masque parfois les lignes de force. Un peu de recul permet de les mieux comprendre.

La fin de l'année est l'occasion de revenir sur des événements qui furent négligés parce qu'ils avaient été éclipsés par une actualité plus immédiate ou qu'ils étaient survenus à une époque d'inattention comme les vacances.

Événements qui ne prennent leur sens que sur la longue durée comme dirait Braudel; événements de la plus profonde conscience; événements sans retombée apparente voire échoués sur le sable du temps.

De ceux-là est la rencontre du roi du Maroc et du pape Paul VI à Casablanca le 19 août 1985.

UN DIALOGUE DIFFICILE

Ce dialogue entre les «gens du Livre» que tous deux veulent promouvoir n'est pas facile. L'idée d'une association des «fils d'Abraham» est peu populaire. Le congrès des israélites originaires du Maroc qui s'était tenu à Rabat en mai 1984 devait avoir lieu à Fès en 85; il se tint à Montréal. On se garda bien dans le monde musulman de faire écho au voyage du pape. On prêta même toutes sortes de motivations intéressées à l'invitation de Hassan II : légitimation de l'annexion du Sahara, vote de crédits par le Congrès américain, aspiration au leadership arabe ou islamique. L'enjeu en vaudrait-il la chandelle ? Le dessein du roi en réalité n'est pas seulement ou d'abord politique. Il n'est pas non plus purement intellectuel - il ne l'est pas même chez un Chouraqui.

Il est longuement mûri. Il n'est pas personnel : on a noté le souci de faire personnel : on a noté le souci de faire présider par le prince héritier le dîner officiel du congrès israélite, puis au jour du Kippour en septembre dernier à l'envoyer à la grande synagogue de Casablanca, enfin à l'associer étroitement au voyage pontifical. Idée dynastique donc qu'Hassan II a recueillie lui-même de son père Mohamed V.

Idée du Maroc qui, selon Jacques Berque, «porte jusqu'à nous, en plein vingtième siècle, une plénitude conti-



Iman avant d'être Malik.

nentale, celle-là même qu'ont illustrée les grandes dynasties Almoravide et Almohade qui, parties de l'Atlas et du désert, allaient s'épanouir en Andalousie».

De quelle «nouvelle Andalousie» peut-il s'agir pour notre temps ? D'a-

bord comprenons que c'est le même mouvement qui conduit à la «marche verte» au Sahara occidental et à inviter le Pape, au ressourcement auprès du berceau des Almoravides et à l'équilibre méditerranéen et atlantique. Accentuer trop l'une ou l'autre dimension serait courir à la catastrophe : une lecture littérale de la Djihad ou une compromission «laïque».

Le pouvoir d'Hassan II n'a rien de comparable à celui de Bourguiba ou du shah. Il est fondamentalement spirituel. Il est imam avant d'être malik (roi). C'est en reconnaissance de cette coïncidence exemplaire qu'il se trouve être depuis 1969 le président du comité Al Quods pour la protection des lieux saints islamiques à Jérusalem et présentement le président de l'organisation de la conférence islamique qui est en train de se substituer à la moribonde Ligue arabe. C'est à ce titre qu'Hassan II a aussi voulu parler au pape, quoiqu'il n'ait été chargé d'aucun mandat explicite. Il a entendu mettre en lumière les points de convergence sur la question de Jérusalem, le Saint-Siège pouvant être l'autorité responsable des lieux-saints chrétiens dans le cadre d'un éventuel règlement international, lui-même pour les musulmans.

CALIFAT DE FAIT

Un tel rôle conférerait à la dynastie alaouite une sorte de califat de fait. Or il n'est pas indifférent que le califat ait son siège à Damas, à Bagdad, à Istanbul, à Riyadh, au Caire ou à Rabat. Dans les cinq premières capitales, c'est l'Orient qui domine. A Rabat, c'est la Méditerranée occidentale et l'Atlantique. Hassan II se plaît à répéter que seuls trois pays ont à la fois une façade méditerranéenne et une façade atlantique : la France, l'Espagne et le Maroc. Ce serait la première voie que devrait emprunter une rencontre latino-arabe, voire islamo-chrétienne, pour donner un commencement d'application au tête-à-tête, le premier en plusieurs siècles, des deux puissances temporelles et spirituelles de la Chrétienté et de l'Islam.

Andalousie, je pense à toi.

Yves LA MARCK

Georges-Hubert de Radkowski : «C'es de l'homme pourrait être ontologique

Royaliste : Bien que notre journal s'en soit largement fait l'écho au moment de la parution de votre dernier livre, «Les jeux du Désir», il nous paraît utile d'en reparler avant de commencer cet entretien. Pouvez-vous nous en résumer les thèses principales ?

Georges-Hubert de Radkowski : Elles débutent par une mise en question de la vision unitaire de l'économie et, partant, de la société, qui inspire la science économique moderne centrée sur le «sujet rationnel», mû dans ses comportements économiques par la maximisation de ses «avantages» - de nature tangible - et la minimisation de ses «désavantages». J'ai voulu montrer dans les «Jeux du Désir» que l'économie n'est pas une, mais trine, qu'il y en a trois : économie nomade, celle de l'énergie; sédentaire, celle des ressources physiques; moderne, c'est-à-dire celle des sociétés industrielles, l'économie du temps. Et que cette troisième économie, la nôtre, est l'effet propre, la conséquence directe, d'une révolution accomplie par l'homme moderne, la révolution du regard. Qui se traduit par l'apparition, voire la «dictature» de l'attitude technique. Et qui, au lieu d'être inspirée par la contemplation (la theoria grecque), c'est-à-dire l'admiration du réel, est mue par le désir de le transformer, ce qui engendre nécessairement la «violence technique», autant dans les rapports des hommes entre eux qu'au sein de ceux de l'homme avec son monde.

Pour compléter notre enquête sur les projets I.D.S. et Euréka, nous avons interrogé G.-H. de Radkowski, philosophe et anthropologue qui, depuis de nombreuses années, mène une réflexion enrichissante sur les rapports entre l'homme, la technique et l'économie.

Cette attitude technique produit un trinôme, inconnu des sociétés traditionnelles - autres que la nôtre - science-technique-économie, dont chaque élément est intimement dépendant et tributaire des deux autres : sans la science, sans la techno-science, pas d'économie qui «marche»; sans la puissance économique, pas de moyens qui seuls permettent à la science et à la technique d'avancer, de poursuivre leur «aventure». Voyez les budgets «astronomiques» que consacrent les pays économiquement avancés à la «R.-D.» : la recherche et le développement.

D'où, enfin, la logique de la puissance, la volonté de puissance : pour

exister politiquement il faut être, sinon le premier, du moins parmi les premiers quant à ce trinôme.

Royaliste : Les récents projets Euréka et IDS semblent confirmer ces thèses...

G.-H. de Radkowski : Je le crois en effet. Dans ces deux projets, on retrouve comme condition sine qua non de leur réussite la présence de mon trinôme : science - dite «fondamentale» -, technique, économie. Voyez-vous le Bangladesh ou l'Éthiopie concevant les projets I.D.S. ou Euréka ? Qui plus est, ces deux projets, aussi différents soient-ils dans leur inspiration, militaire pour le premier, civil et pacifique - dans un premier temps du moins - pour le second, procèdent de cette incontournable «logique de la puissance» qui est la conséquence nécessaire et directe de l'«attitude technique». Pour pouvoir «s'affirmer», pour exister comme «puissance» précisément - politiquement souveraine, maîtresse de son propre destin -, il faut être économiquement vainqueur, faire partie du peloton de tête; être membre à part entière du club des «happy few».

C'est leur puissance économique qui permet aux États-Unis de se lancer dans ce qui semble annoncer - à en juger par les réactions des Soviétiques - excellents juges en la matière - une nouvelle donne, un nouveau paradigme stratégique et donc politique. Comme de l'autre côté, ce sont les retombées économiques de ce projet stratégique qui font venir l'eau à la bouche des industriels européens et de leurs porte-parole politiques, de leurs gouvernements, invités à s'associer comme sous-traitants à sa réalisation.

C'est notre incapacité économique à faire face individuellement, à l'échelle nationale, au «défi» américain et japonais, donc à conserver «notre rang» dans la compétition ayant pour enjeu la puissance, qui a donné naissance au projet Euréka. Être puissant ou ne pas être, seule et unique question. Toujours.

Royaliste : Après l'économie nomade, l'économie sédentaire et l'économie industrielle, dont vous parliez



tout à l'heure, ne sommes-nous pas en train d'assister par l'ampleur des bouleversements que ne manqueront pas de provoquer l'IDS et Euréka, à la naissance d'une nouvelle forme d'économie encore inédite ?

G.-H. de Radkowski : Non, je ne vois pas les choses ainsi. Au contraire même. Dans ma typologie des trois mondes, avec ses trois économies structurellement différentes, que l'homme a fréquentées au cours de sa longue (ou de sa brève ?) histoire, le dernier en date, celui de la société industrielle, nous fait paradoxalement renouer avec son premier monde, celui des nomades : «nous les nomades», tel était le titre d'une brève étude que j'ai publiée, il y a une vingtaine d'années, dans la revue «La Table Ronde». Bien sûr, notre nomadisme à nous n'est pas - ne sera pas - le même que celui de nos ancêtres les nomades cueilleurs-chasseurs-pêcheurs. Eux, ils nomadisaient dans un monde «naturel» : monde non façonné et modelé par leurs activités techniques, mais le monde tel que la nature ou le «Bon Dieu» l'a fait. Nous, nous nomadisons - nous allons nomadiser - dans un monde entièrement artificiel : fruit de nos projets et entreprises techniques. Tellement artificiel qu'il nous faut préserver ce qui reste de la «nature» dans ces conservatoires muséaux que sont nos «parcs naturels», voire dans nos archives audio-visuelles, bientôt peut-être seules traces de la

: une nouvelle vision du monde où la situation ement fondée qui nous fait défaut»

nature d'antan qu'il nous sera possible de connaître.

Mais ce qui reste fondamentalement commun à ces deux nomadismes, c'est que dans les deux cas l'existence de l'individu, du «sujet» se passe «sur la piste», à l'affût des potentialités, des ressources - physiques dans le premier cas (gibier, fruits, baies, insectes), informations avant tout dans le deuxième cas - dont son environnement est porteur. De même que son ancêtre «primitif», l'homme moderne doit s'y adapter, au lieu de l'adapter à lui comme le faisaient ses pères et grands-pères sédentaires (je pense notamment à sa «parenté» agricole, mais le monde sédentaire était agraire avant tout). Comme lui, il doit être avant tout mobile. Car il est «l'homme des réseaux», vivant «branché» sur les réseaux. Ceux des transmissions de biens - dont l'énergie -, personnes et informations. Informations surtout. Débranché, il devient un «marginal», un «inadapté».

Si cette vue est juste, alors la première révolution industrielle avec ses suites ne constituait qu'un premier ébranlement du monde sédentaire, sa première mise en question : par le gigantesque déracinement de l'homme qu'elle a entrepris à une vaste échelle. La grande migration des peuples - de la campagne vers les centres et régions industriels, de pays non industrialisés vers ceux qui le sont - qui a commencé alors, pour ne plus cesser depuis, c'est la «geste» de ce déracinement. Le prolétaire en est et continue à en être la figure symbolique. Même s'il est vrai qu'il représente une espèce (professionnelle) en voie de disparition. Figure symbolique puisque, d'une certaine manière, nous sommes tous, ou presque tous appelés à nous prolétarianiser, à devenir serviteurs et gardiens de nos réseaux comme il l'était des «méga-machines» - mines, hauts fourneaux, docks, etc. - de la première révolution industrielle.

Royaliste : Ne risquons-nous pas d'aboutir à l'émergence d'une société dirigée essentiellement par des techniciens et des spécialistes ?

G.-H. de Radkowski : Il me semble. A cause précisément de l'impor-

tance stratégique de plus en plus grande que prendront dans nos sociétés les réseaux porteurs d'informations. Aussi tous ceux qui réussiront à occuper les postes-clés dans ces réseaux - «experts», «technocrates», «conseillers» en tout genre -, notamment là où s'opérera la mutation de l'information théorique en information pratique, «opératoire», détendront un pouvoir nouveau en même temps que considérable.

Royaliste : Les technologies nouvelles, telles qu'elles sont présentées, ne tendent-elles pas à devenir une fin en elles-mêmes et non un moyen au service de l'homme ?

G.-H. de Radkowski : C'est à peu près certain. Prenez par exemple les *mass-media*, la télévision notamment - nous sommes toujours dans le domaine de l'information ! -, ce que cette dernière pourrait être et ce qu'elle est, un gigantesque instrument de conditionnement culturel sinon politique de l'individu moderne, alors il est difficile de se défendre d'une certaine inquiétude. L'actuelle affaire de la cinquième chaîne de la télévision en France nous en fournit un exemple franchement caricatural : le spectacle télévisé comme véhicule et support de la publicité ! C'est de l'Amérique (des Etats-Unis) en ce qu'elle a de pire.

Royaliste : Compte-tenu de cette évolution, l'Europe, de par son histoire, n'a-t-elle pas un rôle culturel à jouer pour inverser le cours des choses ?

NOTRE ENQUETE SUR L'IDS. ET EUREKA

— «Eureka : un pari risqué en passe d'être gagné» (Patrice Le Roué) «Royaliste» N°437.

— «Le projet Eureka permettrait à l'Europe de financer une politique de relance originale» (entretien avec A. Griebins), N°438.

— «L.D.S., le futur a déjà commencé» (entretien avec le général Gallois), N°439.

Ces numéros sont disponibles (10 F chaque).

G.-H. de Radkowski : Il est incontestable que notre vieille Europe a, ou plutôt aurait à jouer un rôle culturel ici. Mais n'a-t-elle pas déjà abdicé ? Européen convaincu, je deviens néanmoins de plus en plus sceptique. Ne sommes-nous pas déjà volontairement presque entièrement américanisés ? Une fois encore, l'exemple de la cinquième chaîne...

Royaliste : Eureka et l'IDS sont présentés comme des remèdes à la crise; mais la crise n'est-elle pas la conséquence de la rigidité des structures sociales qui évoluent plus lentement que les structures techniques et économiques ? Dès lors Eureka et IDS ne vont-ils pas accentuer la crise ?

G.-H. de Radkowski : La théorie du changement «à deux vitesses», la première étant celle du changement frappant les structures économiques et techniques, la deuxième celle de l'évolution des structures sociales, m'étonne, selon moi, la nature réelle de la société. Car qui dit changement des structures économiques et techniques dit, par là-même, changement des structures sociales, l'économie et la technique définissant - aujourd'hui plus que jamais - les susdites structures sociales ou, plus exactement, les co-définissant de concert avec l'art, la morale (les «mœurs»), la politique... «Définition» qui englobe autant un «adapté» économiquement et technologiquement, qu'un inadapté, un manœuvre analphabète chômeur, par exemple. Que ce changement ait comme effet aujourd'hui une situation de ce qu'on appelle crise, c'est incontestable. Mais cette crise n'est nullement celle des structures sociales - ce qui ne veut rien dire - mais celle des esprits, de la psyché collective (pour autant qu'il soit possible de parler de psyché collective) : il y en a qui s'estiment - à juste titre ! - marginalisés économiquement et professionnellement (chômeurs, jeunes, retraités, etc.); il y en a qui craignent de le devenir; il y en a qui jugent cette situation moralement intolérable et socialement et économiquement préjudiciable, etc. C'est une «crise de conscience», conscience

européenne du moins, et non celle des structures sociales.

A quoi est-elle due : sûrement pas au changement des structures économiques et techniques. L'instabilité est leur lot. En Europe en particulier, depuis des siècles déjà. A l'accélération de ce changement, la fameuse «accélération de l'histoire» ? Affirmation peut-être pas fautive mais difficilement vérifiable. Pour ma part, je serais enclin à l'attribuer au fait que ce changement ronge ce qui nous reste de notre mentalité sédentaire, pour nous projeter de plus en plus brutalement dans un monde de nomadisme, de la société des nomades : finis les métiers à vie, voire les métiers «de père en fils», les lieux de travail et de résidence à vie également - voyez la crise de la sidérurgie lorraine et celle du Nord -, les entreprises et «maisons» au «profil» arrêté une fois pour toutes qu'on gérait «en bon père de famille», etc. Devenez mobiles, adaptables, recyclables, «mutants», sinon périssez... Si mon hypothèse est valable, alors effectivement - pour répondre à votre dernière question - il n'y a pas de salut à attendre des nouvelles technologies qui non seulement n'apportent pas de réponses positives au désarroi des esprits d'aujourd'hui, mais encore l'aggravent en le rendant plus radical, plus irréductible. Ce salut viendrait-il d'une nouvelle organisation de la société ? Si elle est synonyme d'une nouvelle pédagogie, elle pourrait y contribuer. Mais le mal - ou la maladie - est plus profond, plus abyssal pour que cela s'avère suffisant. C'est une nouvelle vision - nouvelle «image» cohérente du monde, social y compris où la situation de l'homme pourrait être de nouveau ontologiquement fondée, re-fondée - comme ça a été le cas de la vision sédentaire anthropomorphique : centrée sur l'homme - qui nous fait aujourd'hui défaut. Mais on ne «l'organise», ni la propose, ni l'invente, comme on propose ou invente un nouveau produit, un nouvel «organigramme», un nouveau régime politique, voire une nouvelle philosophie de l'homme et du monde.

propos recueillis
par Patrice Le Roué

Liberté - Égalité L'état des droits

Solennellement approuvée dans le préambule de notre Constitution la Déclaration des Droits de l'Homme aura bientôt deux siècles. Est-elle encore adaptée à notre société ou ne conviendrait-il pas aujourd'hui de la prolonger ?

Militant socialiste dès avant Epinay, fondateur des Droits socialistes de l'homme, Pierre Bercis mène depuis bientôt dix ans un combat trop discret en faveur d'une idée juste. Il s'agit de compléter notre vénérable Déclaration de 1789 par l'inscription des droits nouveaux, politiques pour une part, mais surtout économiques, sociaux et culturels afin que la liberté des personnes et des groupes soit garantie contre les formes modernes d'exploitation et d'aliénation.

Le combat de Pierre Bercis a pris récemment la forme d'un livre (1), consacré à l'analyse des principes de 1789 et surtout à la défense et illustration de ces nouveaux «droits socialistes». A première vue, la formule peut sembler malheureuse, tant elle évoque aujourd'hui l'engagement partisan, et le sectarisme qui en procède trop souvent. Mais l'intention de l'auteur est beaucoup plus vaste: loin de définir le programme d'un parti, il s'attache à donner un contenu nouveau à un socialisme devenu trop flou dans sa définition. Par là, Pierre Bercis retrouve l'idée originelle des socialistes: défendre la société en tant que telle, inventer de nouvelles

solidarités, recréer les liens sociaux entamés ou détruits par les excès de l'individualisme et la logique du capitalisme libéral.

Ainsi formulé, le projet des nouveaux droits de l'homme a toutes chances d'intéresser nombre de citoyens, y compris ceux qui ne se reconnaissent pas dans le socialisme partisan. Nous n'en regrettons que plus vivement les analyses historiques de Pierre Bercis, partielles et partiales quant à la Révolution française (comment négliger à ce point la question de la Terreur) et dénuées de fondements en ce qui concerne la monarchie dite d'Ancien Régime qui était tout de même un état de droit et non un pouvoir fondé sur la force. Il est regrettable que des préjugés idéologiques atténuent la portée de l'intention, et il est dommage que la question de la garantie institutionnelle des droits de l'homme n'ait pas été abordée. Il reste encore trois ans pour en débattre.

B.R.

(1) Pierre Bercis - *Pour de nouveaux droits de l'homme* - préface de Léopold Sédar Senghor. Ed. Jean-Claude Lattès. Prix franco : 71 F.



Comment négliger à ce point la question de la Terreur ?

La place de l'étoile Trois rois qui chevauchent

Est-il encore possible d'écrire des contes, et de les entendre ? Luc de Goustine en apporte la preuve, et de belle manière.

Tl en est des paroles comme des visages. La surabondance, l'omniprésence est signe de perdition, d'effacement. Affichés, maquillés, les visages répétés à l'infini, ceux des affiches publicitaires, ceux des vedettes médiatiques, nous font oublier celui de notre prochain. Nous connaissons mieux la figure de Brejnev que celle de notre voisin de palier, disait François Mitterrand...



Luc de Goustine

De même pour la parole. Le développement de la communication multiplie le nombre des mots, assés plus qu'échangés, mais ceux-ci perdent leur sens. Répercutée à tous vents, la parole s'appauvrit. Autrefois, plusieurs sortes de paroles étaient distinguées : à côté de la prose, il y avait la parole poétique, et la prophétique - ces deux dernières exprimées par quelques-uns mais entendues par tous. Autant de manières de dire qui nous faisaient pressentir le mystère des choses, des êtres et du temps. Puis la parole poétique s'est exilée pour ne plus ressurgir qu'au hasard des chansons. Quant à la parole prophétique, récupérée

et pervertie, elle est devenue l'instrument des idéologies. Mythes, légendes, poèmes et contes constituent maintenant une matière archéologique. Linguistes, anthropologues et historiens tentent de les disséquer pour trouver un secret qui n'est jamais livré que par bribes.

Luc de Goustine n'est pas de ceux qui se résignent à cette manipulation de cadavres. S'il a publié un conte (1), ce n'est pas par amusement ou nostalgie, mais pour retrouver une parole poétique qui touche à la prophétie par l'histoire qu'elle évoque et qu'elle recommence. Il ne s'agit que de trois rois qui chevauchent, roi d'Or, roi d'Encens, roi de Myrrhe, vers une étoile. Mais cette très vieille histoire nous est étonnamment proche. La quête, l'épreuve et l'espérance sont de tous les temps. Et le nôtre, malgré tout, n'est pas encore fermé à l'aventure. Il n'est pas surprenant que *La place de l'étoile* soit dédiée au prince Jean, qui aura pour tâche de la reprendre et de la prolonger.

Sylvie FERNOY

(1) Luc de Goustine, *La place de l'étoile*, conte mystique et politique - Ed. Ars Magna, 60 F franco.

Luc de Goustine

"La place de l'étoile"

conte de Noël

dédié au Prince Jean

250 exemplaires numérotés

60 pages

(60 F franco)

Déconfiture de la pensée 68 ?



Gérard Leclerc

Dans deux ans, Mai 68 vingt ans déjà ! Comme si la mélancolie des anciens combattants ne suffisait pas, Luc Ferry et Alain Renaut publient un dossier philosophique impitoyable, frappant d'obsolescence et presque de ridicule l'événement en tant que révolution culturelle qui pourrait au moins s'autoriser de quelque éclat intellectuel. Le pire des arguments, celui qui ne pardonne pas, du moins si on accorde quelque valeur à une pensée, est bien celui qui consiste à montrer que cette pléiade de penseurs si accordés à l'esprit du temps ont commis à son égard une bétise totale : «...agents d'un individualisme qu'ils ont souvent dénoncé, les principaux représentants de la pensée 68 ont fait l'histoire sans savoir l'histoire qu'ils faisaient». Encore faudrait-il préciser exactement ce que signifie ici «faire l'histoire». Après tout, si les gens en question avaient façonné - même à leur corps défendant - un moment clef, une période tournant, ce ne serait pas si mal. Mais il semblerait bien plutôt qu'ils aient été entraînés par le courant à la façon de l'écume...

Avec plus d'indulgence, on pourrait dire que «la pensée 68» a agi comme moteur d'appoint de la société de consommation qu'elle voulait détruire. Le jugement de Lipovetsky que Ferry et Renaut reprennent à leur compte est assez peu contestable : «Associations libres, spontanéité créatrice, non-directivité, notre culture de l'expression, mais aussi notre idéologie du bien-être stimulent la dispersion au détriment de la concentration, le temporaire au lieu du volontaire, travaillent à l'émiettement du Moi, à l'annihilation des systèmes psychiques organisés et synthétiques». La figure du Moi pulvérisé ou désintégré, qu'ont complaisamment illustré Deleuze et Guattari satisfait l'individualisme absolu en dissolvant la subjectivité de l'humanisme de la philosophie moderne classique. L'effet de désintégration sociale reconnu à la fois par l'interprétation marxisante de Régis Debray et celle de Raymond Aron, n'a pu jouer qu'en faveur du conformisme le plus plat. Seules, les «structures lourdes» de l'économie ont pu récupérer la logique restructurante du désir, affolée par les penseurs des «sixties».

La fortune récente des «droits de l'homme» s'inscrit en opposition radicale avec l'antihumanisme qui est le fond de cette pensée. Marcel Gauchet s'est justement étonné de cette inconséquence de notre époque : «Songeons au sourire de commisération à peu près général qui aurait accueilli, il y a seulement trois ou quatre ans, l'idée de soulever pareille question... Aussi bien les prétendus «droits» que le soi-disant «homme» auraient paru soit d'une étonnante incongruité pour les bienveillants, soit d'un obscurantisme suspect pour les vigilants». Plusieurs antihumanistes ont pourtant tenté de se récupérer, mais c'est au prix d'une incohérence sérieuse avec eux-mêmes.

Quoi qu'il en soit, Luc Ferry et Alain Renaut ont surtout voulu faire une critique de fond de cet anti-humanisme, en prenant quatre exemples caractéristiques de penseurs qui dans des disciplines différentes ont voulu déconstruire le sujet parfait issu du cogito cartésien et accompli par la philosophie des Lumières. Certains regrettent leur point de vue polémique, un peu systématique. Doués d'un sens pédagogique peu commun, ils dénoncent avec clarté les rouages d'une œuvre pour lui faire avouer son intention profonde, en débusquant ses sophismes et ses inconséquences. Mais cette analyse cruelle se veut d'abord au service d'une réflexion de fond sur ce qui est en cause : l'humanisme, le sujet, la métaphysique, et derrière tout cela ce terrible Martin Heidegger dont il faut bien avouer - qu'on l'aime ou le déteste - qu'il est responsable de la plupart des grandes interrogations de la modernité.

En effet, ce que montrent avec pertinence Ferry et Renaut, c'est la non originalité des penseurs des «sixties». Cela n'enlève rien à leur génie, leur virtuosité, leur apport à la culture. Mais leur dépendance pas toujours avouée aux grands Allemands, premiers destructeurs de l'humanisme des Lumières, les inscrit dans un champ philosophique précis qui structure complètement leurs recherches propres.

Michel Foucault est la première «victime» de cette analyse, en tant que représentant majeur d'un nietzschéisme français - nietzschéisme lui-même éclairé, fécondé par Heidegger. On se souvient évidemment de la finale de son livre majeur, «Les Mots et les Choses». Nos deux critiques mettent en lumière les ambiguïtés conceptuelles de Foucault entre la critique de la raison et l'exposé minutieux des effets de pouvoir. Ils reprennent la réfutation de Marcel Gauchet, qui fait mal, car elle frappe de discrédit une bonne partie de sa pertinence historique. Il n'est pas vrai que le grand enfermement date du grand siècle et soit concomitant avec le cartésianisme : «L'asile est une institution qui n'apparaît en fait véritablement qu'autour de 1800, donc au lendemain de la Révolution française... Le grand enfermement dont parle Foucault s'est effectivement produit, mais nullement au début de l'âge classique (l'Histoire de la folie retient la date de 1656). En réalité, les documents permettent d'évaluer à environ deux mille personnes le nombre des enfermés en 1668. Il s'élève à environ deux mille personnes le nombre des enfermés en 1668. Il s'élève à environ cinq mille juste après la Révolution. Il atteindra cent mille en 1914».

Cette mise au point remet en cause toute la pertinence de la démonstration. L'asile, en particulier, ressort d'une utopie démocratique, non pour exclure comme le dit Foucault, mais pour mieux intégrer. Mais l'essentiel de la discussion porte sur le sujet de l'humanisme, reconstruit par les sciences humaines et dont l'effacement apparaît dans la logique même de son apparition. Inconséquence ? Dans la dernière partie de son œuvre Foucault s'est justement appliqué à faire réapparaître un sujet qui semble correspondre pleinement à son désir et à son projet. Ferry et Renaut démontrent qu'il n'y a pas de vraies ruptures entre la première période et «L'Histoire de la sexualité». Le sujet qu'il décrit à l'œuvre dans le processus d'assujettissement et de déconstruction se soumet à des normes et à une entreprise de normalisation de l'individualité, alors que dans l'usage des plaisirs le sujet n'est préoccupé que du rapport à soi, du «style» qu'il donnera à sa vie propre. Il s'agit d'affirmer une authenticité de l'individu en refusant la subjectivité universalisée qu'aussi bien le stoïcisme, le christianisme que le rationalisme moderne ont imposé.

Sous tout l'appareil critique de Foucault apparaîtrait en somme l'anarchisme philosophique, moral, politique, propre à l'écrivain. Philosophiquement, cela se transcrit directement par la déconstruction nietzschéenne ou heideggerienne de l'identité, du normatif et de l'universel. Trois autres représentants de la pensée 68 sont également l'objet d'un même traitement : Derrida qui ne brode que faiblement par rapport à Heidegger, encore est-ce sur un mode tout à fait sophistique. Bourdieu est un marxiste conséquent derrière ses tricheries, et une sociologie non scientifique eu égard au critère imparable de Popper, la falsifiabilité. Lacan, enfin poursuit la destruction méthodique du moi en psychanalyse, en affirmant sa radicale hétéronomie (1).

Ce dossier accablant devrait servir à une réhabilitation de l'humanisme que Ferry et Renaut pensent préserver grâce à la valeur régulatrice de la raison au moins «à titre idéal». C'est là, peut-être que pourrait porter mon désaccord. Mais il faudrait pour l'argumenter que paraisse la suite annoncée, positive. En attendant, je réitère ma position «clavéienne» sur l'affaïssement d'un sujet, d'un humanisme qui ne trouve plus suffisamment de force en lui-même pour être. Cette démonstration de Maurice Clavel a pu passer par Foucault. C'est à mon sens qu'il y a autre chose chez ce dernier que n'atteint pas la déconfiture de la pensée 68. Le travail de Ferry et de Renaut est imparable par ce qu'il affirme, plus énigmatique sur ce qu'il laisse en suspension.

Gérard LECLERC

Luc Ferry et Alain Renaut - *La Pensée 68* - Gallimard, prix franco : 110 F.

(1) Une recension de détail ferait tout de même apparaître des points forts de Foucault et de Lacan ici totalement occultés.

Tradition Science et Tao

L'Orient semble passer de mode. Les gourous, apôtres du détachement et collectionneurs de Rolls, trouvent bien peu confortables les prisons américaines. Eux qui se disaient être des dieux, les voilà traités comme de vulgaires escrocs financiers plutôt mal inspirés. La sagesse orientale méritait mieux que ces mascarades.

Loin d'une littérature de pacotille suscitée par un marché réputé porteur, les éditions du Félin nous proposent des textes de grande qualité remarquablement illustrés. «La Tradition et le Vivant» de Michel Randon est un livre dense, témoin d'une réflexion approfondie soutenue par une vaste culture. S'efforçant d'établir une continuité entre les lois de la science moderne et les enseignements traditionnels, ce livre n'est pas toujours d'un abord facile mais il ouvre un champ nouveau de recherches. Bien sûr, les lecteurs attentifs de Guénon critiqueront cette équation posée entre la plus haute mystique orientale et la science contemporaine, estimant que la différence de finalité - contemplation d'une part, appropriation d'autre part - rend impossible toute comparaison. Il n'empêche que les rapprochements effectués par Michel Randon sont saisissants et que, malgré un certain confusionisme, ils nous encouragent à réfléchir sur la place de l'homme dans l'univers.

«Les Maîtres du Tao» d'Henry Normand est d'une approche plus simple. Il nous montre à quel point le verbe «chinoisier» est un contresens et que plutôt que «compliquer» il devrait signifier «clarifier». Cette clarté se retrouve tout au long de l'ouvrage où, sans aucun pédantisme, l'auteur trace un brillant portrait de l'univers intellectuel de la Chine traditionnelle. A l'aide de citations judicieusement choisies, il nous fait découvrir l'originalité de la pensée taoïste. «Les Maîtres du Tao» est un livre d'initiation que devraient lire toutes les personnes curieuses de la pensée orientale.

Patrick PIERRAN

Michel Randon - La Tradition et le Vivant - Ed. du Félin, 192 p. : 106 F franco.
Henry Normand - Les Maîtres du Tao - Ed. du Félin, 166 p. : 94 F franco.

Enfance d'un roi Petit Louis, dit XIV

Présenté comme un roman sur l'enfance du Roi-Soleil, le dernier livre de Claude Duneton (1) est largement inspiré des Mémoires de Pierre de La Porte, premier porte-manteau d'Anne d'Autriche. De ce fait le lecteur a du mal à faire la part des choses entre ce qui appartient à la réalité historique et ce qui est du domaine de la fiction.

La réalité elle-même est déjà tellement romanesque ! La naissance de Louis XIV tout d'abord, qui intervient neuf mois jour pour jour après un orage qui a empêché Louis XIII de poursuivre sa route vers Saint-Maur, où il était attendu, et l'a obligé à passer la nuit avec sa femme. Après vingt ans de mariage il n'y avait toujours pas de dauphin et les rapports entre les deux époux étaient pour le moins tendus. Ensuite la cour est envahie de comploteurs (Marie de Médicis, la propre mère du roi, Gaston, duc d'Orléans, le frère de Louis XIII, Marie de Hauteport, Cinq-Mars, les favoris, sans parler du rôle ambigu de la reine) et les espions du Cardinal ne chôment pas. Enfin, historiquement, cette période constitue une charnière du point de vue politique, économique et social. Les mœurs évoluent, la langue elle-même change.

Il y avait donc matière à un riche roman. Et le grand mérite de Claude Duneton est de faire revivre non

seulement l'enfance de Louis XIV, l'atmosphère de complot, la vie de cour, mais aussi l'ambiance d'une époque par de petits détails révélateurs : la nuit où Louis XIV est conçu, tout Paris sait que la reine partage son lit avec le roi et tout Paris prie pour que le Bon Dieu lui donne un dauphin; lorsqu'enfin naît le petit Louis, c'est la fête pendant plusieurs jours. «Dire la joie qui s'empare de la France entière à l'annonce telle. Ce serait même la seule chance du somptueux événement ne sera jamais possible». Plus qu'un livre d'histoire, ce roman contribue à montrer comment dans l'imaginaire populaire est vécue la monarchie.

LA REPUBLIQUE AU ROI NAISSANT

Il y a aussi des images très audacieuses. Décrivant l'accouchement de la reine auquel tous les dignitaires du Royaume assistaient afin qu'aucune contestation ne soit possible quant à la légitimité du futur roi de France, Claude Duneton écrit : «Ces grands personnages attentifs jouaient en somme le rôle des scrutateurs dans les bureaux de vote, qui veillent à la régularité absolue des enveloppes glissées dans la fente de l'urne - sauf qu'en ce cas d'espèce, c'était l'urne elle-même, si j'ose écrire, qui expulsait le bulletin».

Enfin ce livre est l'occasion pour l'auteur d'aborder un problème qui lui est cher, à savoir l'évolution du français. La thèse déjà développée dans un de ses précédents livres (2) est qu'au XVII^e siècle la langue française abandonne ses racines populaires au bénéfice d'une langue plus pure, plus aristocratique. Richelieu fonde l'Académie française qui doit veiller à ce «que les écrivains n'emploient aucun mot qui ne soit

reçu à la cour». Duneton oppose ce parler de la cour au parler populaire de Paris, celui des marchands, des petites gens et des saltimbanques, moins châtié, mais plus imagé et plus riche.

Malgré toutes ces qualités, «Petit Louis, dit XIV» comporte une faiblesse. En empruntant aux mémoires de Pierre de La Porte, Claude Duneton épouse son point de vue et devient, comme son modèle, partisan de l'intrigante Anne d'Autriche contre Louis XIII, décrit comme un mari despotique et un roi pusillanime qui a peur de son ministre et se laisse mener par le bout du nez. Par ailleurs rousse partisan de la guerre contre l'Espagne. Or il faudrait relativiser les positions du Cardinal qui a attendu vingt ans avant d'entrer en conflit ouvert avec les Espagnols. Ce n'est qu'en 1635 qu'il s'y résoud, sous peine d'abandonner l'Europe à la domination des Habsbourg.

Il en est de même, dans l'épilogue qui se déroule à la fin du siècle, lorsque Duneton laisse la plume à La Porte qu'il cite abondamment. Ce dernier ne peut s'empêcher de dénigrer Mazarin et de critiquer l'influence qu'il exerça sur la reine et le dauphin. Rappelons qu'à l'époque où La Porte écrit ses mémoires, il est en disgrâce depuis très longtemps et ne peut par conséquent être objectif. Aussi faut-il reconnaître que pendant la Fronde, la régente, peut-être frappée par la grâce d'Etat, sauve le trône de son fils et que si Mazarin a été qualifié par le jeune Louis XIV de «grand turc», quelques années plus tard, le roi saura reconnaître les qualités d'homme d'Etat de celui qui fut, avant d'être son ministre, son précepteur et parrain.

Cette précision faite on ne peut en vouloir à Claude Duneton qui ne fait pas œuvre d'historien mais de romancier et qui, à ce titre, bénéficie d'une plus grande latitude. Roman : histoire feinte, dit le Littré. Encore faut-il en avoir conscience.

Nicolas PALUMBO

(1) Claude Duneton - Petit Louis, dit XIV, Prix franco : 108 F.

(2) cf. Claude Duneton - Parler croquant - Stock.



Édition Projets

Comme l'année 1985, 1986 verra les royalistes de la NAR éditer des livres dans les domaines les plus variés. Le livre de Marc Desaubliaux, *La fin du Parti royaliste*, sera disponible à notre service librairie dès le 13 février 1986. Cette histoire d'une tentative des royalistes pour reprendre en main le destin de leur pays est mal connue. Elle est pourtant pleine d'enseignements, dont certains restent valables aujourd'hui. Le duc de Castries a bien voulu donner une préface élogieuse à cet ouvrage de 250 pages environ que tous les royalistes se doivent de posséder (prix franco : 107 F).

Avant la fin mars, paraîtra un autre ouvrage historique, de Laurent Bourdelas, sur Limoges au XIX^{ème} siècle. *Limoges rouge, Limoges blanche*, la ville dans la tourmente du XIX^{ème} siècle toujours en souscription au prix de 55 F (62 F franco de port).

Dans le même temps est prévu un nouveau livre de Luc de Goustine, un livre de recettes de cuisine ! Luc de Goustine et sa femme Françoise n'en sont pas à leur coup d'essai dans ce domaine. *Le topin de la Marieta*, reprend la plupart des recettes d'un précédent manuel des mêmes auteurs, avec de nouveaux développements (150 recettes) sur 300 pages illustrées à la plume par M.-F. Galtier. Prix de souscription : 99 F. Après le 1^{er} février ce prix sera porté à 125 F.

Nous consacrerons le trimestre suivant à la diffusion des livres précédemment édités, afin que les imprimeurs et nos clients puissent un peu souffler. Puis, après l'été, on prévoit un nouveau livre de Gérard Leclerc. Mais c'est encore un secret.

En attendant, merci de nous aider à vendre le dernier livre de Bertrand Renouvin (*La République au Roi dormant*, prix franco : 85 F, prix spéciaux par quantités) et celui d'Yves La Marck (*Monarchie et politique étrangère*, prix franco : 95 F).

Le secteur édition de la Nouvelle Action Royaliste devient un élément déterminant de sa pérennité. A vous de le comprendre et d'apporter votre soutien à cette tentative de diversification de nos ressources comme de nos moyens d'influence. Pour ce que vous pourrez faire, merci.

Adhésion Concrétiser un accord

Dans notre courrier, témoignages de satisfaction et marques d'amitié ne manquent pas. Nous en sommes très heureux mais nous restons insatisfaits....

C'est à la fin du mois de février qu'auront lieu les élections pour renouveler le Conseil National de la NAR qui arrive au terme de son mandat. Cet organisme joue auprès du Comité Directeur un rôle de conseil politique et il donne son avis à la fois sur les questions de politique générale et sur la stratégie du mouvement. C'est dire l'importance de sa fonction et nous souhaitons que ce Conseil National soit le plus représentatif possible de l'ensemble des amis de la NAR. Mais seuls les adhérents du mouvement peuvent participer à sa désignation.

C'est pourquoi nous avons décidé de faire, jusqu'à la fin du mois de février, une vigoureuse campagne auprès de nos lecteurs - en particulier ceux qui n'ont découvert «Royaliste» que récemment - pour les inciter à adhérer à la NAR.

Très nombreux en effet sont nos lecteurs qui ne sont pas adhérents à notre mouvement. Une telle attitude peut avoir plusieurs explications. En premier lieu, elle peut signifier que, malgré l'intérêt porté à notre action, la personne ne partage pas les principes fondamentaux qui la guide, et, en ce cas, nous respectons cette décision.

Mais bien souvent la non-adhésion n'a pas de raison fondamentale et les causes invoquées ne sont pas pertinentes : confusion entre l'abonnement et l'adhésion, croyance erronée en la nécessité d'approuver tous les points de notre analyse politique, sentiment faux qu'une adhésion individuelle n'a pas beaucoup d'importance, etc.

Pour balayer toutes ces fausses raisons et pour convaincre le plus grand nombre possible de nos lecteurs de l'utilité, de la nécessité de rejoindre nos rangs, nous avons rassemblé dans une petite brochure «Adhérer à la Nouvelle Action Royaliste» (1) les arguments pour convaincre et les renseignements pratiques nécessaires. Je vous demande donc au moins de nous la demander et de la lire complètement avant de vous dire : «cela ne me concerne pas»

Yvan AUMONT

(1) La brochure vous sera envoyée gratuitement sur simple demande de votre part.

Mercredis de la N.A.R.

A Paris chaque mercredi, nous accueillons nos amis et sympathisants dans les locaux du journal (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^{ème} étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 h très précises (entrée gratuite), elle s'achève à 22 h.

Mercredi 15 janvier. Trois ans avant le bi-centenaire de la Révolution française, peut-on envisager une nouvelle *Déclaration des Droits de l'Homme* ? Fondateur des «Droits socialistes de l'Homme», Pierre BECIS viendra nous présenter le livre qu'il a consacré à cette question essentielle. Un riche débat en perspective.

Mercredi 22 janvier. L'analyse critique des idées de 1968 (celles de Michel Foucault, de Jacques Lacan, etc.) par Luc Ferry et Alain Renaut, tous deux agrégés de philosophie, a déclenché de vives réactions dans la presse. **LUC FERRY** nous présentera cette «*Pensée 68*» dont l'influence a été déterminante dans de nombreux

domaines de réflexion.

Attention ! Exceptionnellement, la réunion commencera à 20 h 30.

Mercredi 29 janvier. Romancier et historien Georges BORDONOVE a reçu de nombreuses distinctions littéraires pour son œuvre. Il a entrepris, après plus de dix années de recherches, une gigantesque fresque historique : «*Les Rois qui ont fait la France*» où il nous conte livre après livre la superbe épopée de nos plus grands rois. Le dernier en date et dixième de la série est consacré à Charles VII le bien servi. C'est donc du «petit roi de Bourges» que Georges Bordonove viendra nous parler. Ce petit roi dont la réussite tient du miracle.

Mercredi 5 février. C'est encore d'Histoire que nous reparlerons, mais cette fois-ci de l'Histoire du mouvement royaliste et plus exactement de la période clé (1889-90) qu'a étudiée **Marc DESAUBLIAUX** dans le livre que nous éditons : «*La fin du Parti royaliste*». Le duc de Castries, dans une préface à ce livre, a bien voulu dire tout le bien qu'il en pensait.

Commémoration

Messe Louis XVI. La traditionnelle messe du 21 janvier pour Louis XVI sera célébrée le **Mardi 21 janvier à 12 h 30** en l'église St-Germain-l'Auxerrois (2, place du Louvre - face à la colonnade).

A 13 h 45, repas amical au Relais du Sud-Ouest, 154, rue St Honoré, salle du 1^{er} étage - dans la limite des places disponibles.

Tous à vos postes !

France-Inter. L'émission «*Tabou*» sur France-Inter, le dimanche 26 janvier à partir de 12 h traitera du royalisme. On y entendra notamment l'intervention de Mgr le comte de Paris ainsi qu'un entretien avec Bertrand Renouvin.

Le 21 janvier à 19 h. Bertrand Renouvin est interviewé par Ph. Boucher sur radio CFM

Cinq fois non au quinquennat !



Dans l'entretien, intéressant à plus d'un titre, positif sur plus d'un point, que le Premier ministre a récemment accordé au *Monde* (1), il y a une idée que nous ne pouvons accepter : celle de la réduction du mandat présidentiel. Il n'est pas trop tôt pour s'inquiéter, et pour marquer notre hostilité totale à une réforme aussi séduisante que pernicieuse.

Séduisant, le quinquennat l'est en effet pour le pouvoir actuel, et pour une opinion encore mal informée. Après les élections législatives, le Président de la République pourrait, en cas de succès à un référendum sur cette question, se faire réélire pour un nouveau mandat, désormais réduit. La manœuvre serait habile en apparence : en faisant coïncider les législatives et les présidentielles, le risque d'un divorce entre les pouvoirs serait moindre, et la principale menace d'instabilité se trouverait écartée.

LA RES PUBLICA

Pourtant, il faut dire non, et cinq fois plutôt qu'une, au quinquennat dont Laurent Fabius se déclare partisan. Certes pas pour nous démarquer, l'échéance approchant, d'un Premier ministre que nous avons soutenu dans les pires moments. Ni par adhésion soudaine à la politique du pire, qui ne sera jamais notre fait. Mais parce que nous tenons aux institutions de la Vème République, dont le bienfait pour la nation n'est plus à démontrer, et parce que nous nous retrouvons dans ses principes fondamentaux, même s'ils ne sont que partiellement appliqués.

Des royalistes partisans d'une république ? Le paradoxe peut paraître insoutenable. Il disparaît cependant si l'on veut bien reconnaître que le royalisme n'est pas une idéologie anti-républicaine, mais la volonté de réunir les conditions du bien commun, mais le souci de la res publica. Encore faut-il donner un conte-

nu à cette république, définir les institutions qui permettent de servir le bien commun - ce que le vieux parti républicain a toujours refusé (2). Avant la Révolution puis après l'Empire, la monarchie avait réuni ces conditions, auxquelles tout homme d'Etat, explicitement ou non, ne cesse d'aspirer : pas de pouvoir politique sans indépendance de celui-ci à l'égard des partis et des intérêts; pas de justice sans arbitrage, que seule l'autonomie du pouvoir permet; pas de projet commun sans continuité de l'œuvre à travers les siècles; pas d'unité sans que chaque citoyen puisse se reconnaître dans l'Etat qui le sert. Et point de légitimité sans un pouvoir qui fasse le lien entre passé, présent et avenir.

Les constructions qui ont prétendu nier ces exigences, ou les remplacer par autre chose, se sont toutes effondrées. Le général de Gaulle en avait tiré la conséquence, en restaurant l'Etat dans son indépendance, en le désignant comme l'arbitre effectif, en le mettant à nouveau au service de l'unité nationale et de la continuité du projet. Son œuvre était manifestement d'esprit et d'intention monarchique et souffre de ne pas avoir été achevée. Les crises qui nous menacent et les contradictions qui minent la fonction présidentielle soulignent ce manque, qu'il faudra un jour combler.

L'ETAT DETRUIT

Mais ce n'est pas parce que l'édifice est dépourvu de certains piliers et n'a pas reçu sa voûte qu'il faut le jeter bas ! Or c'est très exactement ce que proposent les partisans du quinquennat :

— Le quinquennat enlèverait au pouvoir son indépendance nécessaire. Elu en même temps que l'Assemblée, le chef de l'Etat serait plus que jamais le chef d'un parti, et ne pourrait plus espérer se libérer de lui. C'est comme si, outre-Manche,

le chef du parti vainqueur devenait, pour quelques années, roi ou reine d'Angleterre. Chez nous, la fonction présidentielle se trouverait réduite et bientôt détruite, le Président devenant une sorte de super-premier ministre.

— Le quinquennat contredirait le souci de l'arbitrage, et par conséquent l'exigence de justice. Simple chef de parti, le président quinquennal ferait exclusivement la politique de ce parti et de sa clientèle, sans avoir le temps, ni la possibilité, de se poser la question du bien commun.

— Le quinquennat nierait le principe d'unité. Chef de parti et le demeurant, le Président serait plus que jamais l'élé des uns contre les autres, incapable de sortir de la logique de l'affrontement tant le moment de sa réélection, ou de sa succession, serait proche.

— Le quinquennat détruirait la continuité, déjà insuffisante, dont nous disposons. Sept années sont peu de choses pour mener à bien une politique. La réduction du mandat interdirait toute mise en œuvre d'un projet, et inciterait à une gestion sommaire, accompagnée d'une démagogie permanente.

— Le quinquennat ruinerait, enfin, toute idée de légitimité. Confondue avec les législatives, l'élection présidentielle perdrait sa spécificité, et le Président son statut particulier. Privé de son autorité propre, le chef de l'Etat redeviendrait un personnage inconsistent, sans prestige à l'intérieur comme à l'extérieur.

Une réforme constitutionnelle est concevable, dans le prolongement de ce qui a été entrepris voici un quart de siècle. Celle que le Premier ministre et tant d'autres suggèrent est négative, régressive, étrangère à toute raison. A la tactique politique comme à la logique folle, il faut dès à présent dire non.

Bertrand RENOUVIN

(1) «Le Monde», 7 janvier 1986.

(2) Cf «La République au roi dormant».